

COMMUNICATIONS

Distribution de la viande et Réglementation sanitaire

par Ch. LERLOIS

Le problème se pose ainsi : supposons une ville, Burgopolis, par exemple. Elle est approvisionnée en viande morte de boucherie par des localités de deux catégories : les unes, des villages, avec leurs tueries particulières, ont une inspection sanitaire intermittente, effectuée « en sondage » par un vétérinaire itinérant ; les autres, des communes plus importantes, ont des abattoirs soumis à un contrôle permanent.

Burgopolis s'est entourée d'une barrière sanitaire telle que nulle viande morte ne peut être introduite en son territoire que si elle a subi la vérification de son propre service sanitaire municipal. Et la totalité de la viande est, en effet, contrôlée.

Or, un jour, on propose à Burgopolis d'introduire, en provenance d'un lieu que nous appellerons, si vous voulez, Viltranche-en-Paniers, de ces viandes prédécoupées, prépesées, précatégorisées, prédénommées, préemballées en papier étanche, transparent et inviolable, en somme de ces viandes qui vont directement de l'abattoir à la casserole de la ménagère, de ces viandes « pré distribuées » que nous appellerons par abréviation, par exemple, de la viande « PRÉDIS ».

Quelle va donc être la situation de cette viande « PRÉDIS » au regard du Règlement Sanitaire de Burgopolis ? Voilà le problème à résoudre.

Légalement, administrativement, elle ne peut être que refoulée. Serait-il cependant concevable qu'au nom de la légalité un texte pût entraver la mise en marche du premier dispositif intelligent, cohérent, logique, qu'ait jamais tenté un gouvernement pour améliorer le coût, l'hygiène et la distribution de la viande, questions fondamentales pour l'alimentation du pays et son ordre social ?

Pourrait-on penser que devant un fait nouveau d'une telle importance, d'une telle envergure, d'une telle signification, un texte ne puisse être amendé, assoupli ?

Nous ne le croyons pas. Et, parlant au nom de Burgopolis, nous dirions en substance : Si à l'abattoir de Viltranche-en-Paniers, la viande est soumise à un contrôle sanitaire total, *constant* et minutieux, si la viande y est manipulée *en permanence* hygiéniquement, si la viande est *en permanence* catégorisée, dénommée et pesée exactement, emballée inviolablement, enfin transportée correctement, il n'y a aucune raison valable pour empêcher la viande « PRÉDIS » de pénétrer sans contrôle sur notre territoire puisqu'elle présente, cette viande, pour le consommateur, autant de garanties sanitaires et plus de garanties hygiéniques et économiques que toutes les autres viandes.

Qui pourrait protester ? Les bouchers des petits villages ? Certainement pas, car les garanties sanitaires de leurs viandes sont bien inférieures à celles — supposées réalisées — de Viltranche-en-Paniers. Les bouchers des communes plus importantes ? Pas non plus, car si du point de vue sanitaire les garanties sont les mêmes qu'à Viltranche-en-Paniers, les garanties hygiéniques et économiques sont manifestement inférieures puisque, chez les bouchers détaillants, il n'est pas possible d'affirmer qu'*en permanence*, la catégorisation, la dénomination et la pesée sont faites exactement.

Ainsi, la décision de Burgopolis de maintenir sa barrière sanitaire en l'ouvrant exclusivement à la viande « PRÉDIS » de Viltranche-en-Paniers (ou de tout autre centre qui présenterait des garanties identiques) apparaît solidement motivée.

Mais il apparaît aussi tout de suite que, pour que ce raisonnement soit valable, il faudrait, bien entendu, et nous croyons devoir le souligner fortement, que toutes les garanties, et d'abord et surtout les sanitaires, soient impeccables, qu'elles soient sans fautes, sans failles, sans faiblesses. C'est-à-dire, singulièrement, que le contrôle sanitaire soit exercé *directement* par des vétérinaires et non par l'intermédiaire de ces étranges personnages qu'on appelle des « préposés » dont la reconnaissance officielle est la plus invraisemblable, la plus paradoxale des auto-contradictions, la négation même du Vétérinaire-Sanitaire, la démonstration hurlante, éclatante, de son inutilité, la bévue la plus « hénaurme » dont une partie de la profession se gargarise avec sérénité, à l'applaudissement de quelques raffinés qui pensent que la clinique et l'anatomo-clinique de l'Inspection des Viandes, que regarder, palper, sentir, inciser des muscles, des graisses, des parenchymes ou des glandes, sont des tâches « incompatibles avec la dignité du diplôme ».

S'il fallait que par malencontre ces garanties sanitaires ne

fussent point telles, n'aient point cette rigueur absolue, ne soient point données par des techniciens de solide expérience, alors, on assisterait probablement à l'effondrement dans le ridicule — peut-être dans le scandale — de la première tentative intelligente qui ait été pensée et voulue contre l'insupportable oligarchie de la boucherie.

Si, dans cette lutte, un gouvernement qu'on croyait voir passer à l'attaque, donnait un jour l'ordre de se rendre et de renoncer, il ne faudrait point qu'on démontrât que la profession avait, par son inertie et son incompréhension, rendu cette reddition et ce renoncement obligatoires.

Discussion

L'Académie décide de confier la rédaction d'un vœu d'une Commission composée de MM. Drieux, Guillot et Leblois.

Ce vœu sera discuté à la prochaine séance.

